

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
25-26 rue des Ailes  
ZA n°2 des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 13/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PAPREC GRAND OUEST**

5-7 rue Piliers de la Chauvinière  
CS 60195  
44800 Saint-Herblain

Références : 2026/0199  
Code AIOT : 0010008581

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2026 dans l'établissement PAPREC GRAND OUEST implanté Zone Industrielle de St Cosme 6, rue Jules Verne 37520 La Riche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réactive suite à l'incendie du 09/04/2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC GRAND OUEST
- Zone Industrielle de St Cosme 6, rue Jules Verne 37520 La Riche
- Code AIOT : 0010008581

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de tri, transit, regroupement de papier-carton principalement (97% des déchets réceptionnés) ; tri par qualité et mise en balle. Les autres déchets réceptionnés sont des emballages en matière plastique, bois (palettes), ...

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Risque toxique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 10/04/2026, article R. 512-69	Sans objet
2	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 10/04/2026, article R. 512-69	Sans objet
3	Isolement des milieux - Evacuation des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 49.4	Sans objet
4	Déchets issus de l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 38	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/04/2026, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b>

**Conforme.**

L'information a été communiquée téléphoniquement par l'exploitant à l'inspection à 18h53 le 09/04/2026. Cette information a ensuite été doublée par courriel le 10/04/2026.

Parallèlement à ce courriel, l'exploitant a initié une télédéclaration sur le site dédié du ministère (<https://entreprendre.servicepublic.gouv.fr/vosdroits/R71939>), cette télédéclaration ne pouvant être finalisée du fait de l'intervention du SDIS toujours en cours.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Rapport d'incident ou d'accident**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 10/04/2026, article R. 512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rapport d'accident

**Prescription contrôlée :**

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets moyen ou à long terme.

**Constats :****Résumé des faits et constats**

17h50: Détection d'un départ de feu par le personnel du site. Le foyer se situe à l'extérieur du bâtiment, au sein d'un tas de cartons déchargés un peu plus tôt dans l'après-midi.

17h50: Tentative d'extinction immédiate par le personnel du site à l'aide d'un RIA.

Propagation: En raison de conditions climatiques défavorables (temps sec et vent soutenu), les flammes se propagent rapidement. L'incendie pénètre dans le bâtiment via une porte sectionnelle, atteignant rapidement les stocks de balles à l'intérieur.

17h57: Alerte donnée aux services de secours par le personnel.

18h10: Arrivée des pompiers sur site. Dès leur arrivée, les vannes de rétention sont fermées. L'attaque du feu est ensuite réalisée par les pompiers grâce à leur matériel raccordé aux poteaux incendie publics.

**Bilan**

Environ 700 tonnes de papiers et cartons et une vingtaine de tonnes de plastiques ont brûlé.

Le SDIS nous a précisé que seule de l'eau avait été utilisée pour l'extinction (pas d'ajout d'émulseur ou additif similaire).

De ce fait, le SDIS a considéré que le sinistre n'avait eu aucune conséquence sur l'environnement ou le voisinage.

Il est à noter, au début de l'intervention, que les pompiers ont manqué d'eau sur les 2 poteaux incendie situés sur la voie publique à proximité du site. Ils ont été obligés de "tirer du tuyau" sur environ 800 m jusqu'à un plan d'eau pour alimenter leurs engins. L'inspection a contacté l'astreinte de Tours Métropole pour signaler le problème et y remédier dans les meilleurs délais. La pression d'eau a été rétablie par la suite à ces poteaux pour pouvoir être utilisée pour l'extinction.

**Rapport d'accident**

La fiche BARPI n'ayant pas été rédigée au moment de notre inspection, il est demandé à l'exploitant de nous la communiquer sous quinzaine. À partir du 1er janvier 2026, la déclaration d'un accident ou d'un incident doit être effectuée sous : <https://entreprendre.servicepublic.gouv.fr/vosdroits/R71939>.

**Autre information**

Lors de l'intervention, la réserve incendie du site a été utilisée. Lors d'une seconde visite de l'inspection, effectuée le 13/04/2026, il a été constaté que cette réserve était toujours vide, les pompiers étant encore en intervention pour arroser les déchets extraits du bâtiment.

L'exploitant a indiqué que cette réserve serait de nouveau remplie lorsque les pompiers se seront retirés à la fin de leur intervention et qu'ils libéreront le poteau d'incendie situé sur la voie publique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Communiquer sous quinze jours la fiche d'accident modèle BARPI. Cette fiche devra, si possible, indiquer les raisons pour lesquelles le réseau public s'est avéré insuffisant au début de l'intervention des pompiers.

L'exploitant informera l'inspection des installations classées dès que la réserve du site sera de nouveau opérationnelle, son remplissage devant être effectué dans les meilleurs délais.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Isolement des milieux - Evacuation des eaux d'extinction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 49.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement et évacuation des eaux d'extinction

**Prescription contrôlée :**

Des dispositions doivent être prises (vannes d'obturation manuelle sur le réseau d'eaux pluviales) pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident ou d'incendie, de déversement de matières dangereuses vers les égouts ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle doit se faire sans dilution dans les conditions prévues à l'article 50 ci-dessous. A défaut, elles doivent être éliminées dans des installations autorisées à cet effet.

**Constats :****Conforme.**

L'eau utilisée pour l'extinction de l'incendie a été confinée sur le site.

Une partie de cette eau avait déjà été pompée par une entreprise spécialisée au moment de la visite.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est rappelé à l'exploitant que l'évacuation des eaux d'extinction ne peut se faire que dans une filière dûment autorisée pour les recevoir. L'exploitant devra pouvoir le justifier.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>N° 4 : Déchets issus de l'incendie</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2007, article 38
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Elimination des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les déchets non recyclables résultant du tri doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Cette prescription est applicable aux déchets résultant de l'incendie.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p> <p>Il convient de préciser, étant donné le fait que la couverture du bâtiment endommagé par l'incendie est pour partie en tôles amiante-ciment, que l'évacuation des déchets comportant des résidus de cette toiture soit effectuée dans une filière de traitement des déchets amiantés. Il en sera de même pour les déchets de toiture issus de la démolition de ce bâtiment à venir.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant devra justifier l'élimination des déchets issus de l'incendie, y compris de ceux de la démolition du bâtiment endommagé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite